

Le GATT à Montréal

Les enjeux sont trop considérables, les avantages trop grands, pour céder au protectionnisme . . . Il nous faut saisir cette occasion de renforcer le système commercial multilatéral dont dépend la santé de l'économie mondiale.

— Le très honorable Brian Mulroney, Premier ministre du Canada

C'est avec ce message clair que le Premier ministre ouvrait la Réunion d'examen à mi-parcours des progrès réalisés dans les négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay engagées sous l'égide de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

Tenue au Palais des Congrès du 5 au 9 décembre, la Réunion ministérielle de Montréal (RMM) a rassemblé les ministres du Commerce et représentants de 103 nations venus faire le point sur le Cycle d'Uruguay, lancé en septembre 1986, et pour fournir des orientations pour les deux dernières années des négociations.

Regroupant la plupart des partenaires commerciaux du monde, le GATT est devenu la pierre angulaire du système commercial mondial. Fondé en 1947 par un groupe de 23 nations, le GATT compte maintenant 96 membres, et plusieurs autres pays respectent ses règles et principes de base.

L'objectif initial du GATT est le même aujourd'hui que ce qu'il était quand un certain nombre de pays se sont retrouvés à La Havane, juste après la Seconde Guerre mondiale, pour jeter les

fondements d'une organisation internationale du commerce. Cet objectif est d'abaisser les obstacles au commerce et d'améliorer l'accès aux marchés par la négociation et le compromis comme fondement important de la prospérité dans le monde.

La conjoncture économique est maintenant bien différente de ce qu'elle était lorsque le GATT a été fondé, il y a 41 ans. Et le GATT s'est efforcé de suivre le changement par sept grands cycles de négociations commerciales multilatérales.

Le Canada, qui en est membre fondateur, appuie solidement les objectifs du GATT. Il a offert d'accueillir la toute première réunion d'examen à mi-parcours de l'actuel cycle de négociation en raison de l'importance qu'il attache à la libéralisation multilatérale du commerce. Il a à nouveau prouvé cet engagement dans l'Accord de libre-échange (ALE) récemment conclu avec les États-Unis pour libéraliser sensiblement le commerce entre les deux pays.

Le Directeur général du GATT, Arthur Dunkel, a affirmé, en parlant de l'Accord de libre-échange, que les ententes bilatérales n'ont jamais été mal vues au GATT parce qu'elles ont toujours été considérées comme un moyen de faire progresser les choses.

Les actuelles négociations multilatérales peuvent sembler à des années-lumière des préoccupations quotidiennes du Canadien moyen. Et pourtant, elles influencent directement la façon dont les concepteurs, les fabricants, les



ingénieurs, les architectes, les fermiers et la plupart des Canadiens gagnent leur pain.

Les négociations d'Uruguay sont les plus ambitieuses et les plus complexes jamais entreprises. Les 15 groupes de négociation du Cycle ont établi leur ordre du jour au début de 1987, et ont depuis grandement raffiné leur approche de chaque question. Les négociations visent à réduire davantage ou à éliminer certaines barrières commerciales tarifaires et non tarifaires actuelles. Elles doivent aussi poursuivre le développement de règles commerciales renforcées et élargies et tenter de régler certaines questions litigieuses comme les subventions agricoles. Par le Cycle d'Uruguay, le GATT compte assujettir à une réglementation multilatérale des domaines d'activité plus nouveaux et toujours plus importants comme le commerce des services,

les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et les mesures concernant les investissements et liées au commerce.

Dans son allocution d'ouverture de la RMM, le premier ministre Mulroney soulignait que le commerce extérieur est certes important pour la prospérité du Canada (comptant pour près du tiers de toute l'activité économique au Canada et pour quelque trois millions d'emplois), mais qu'il est aussi « au cœur des relations entre pays développés et en développement ». Et le ministre du commerce extérieur John C. Crosbie rappelait lui aussi que « les Canadiens ont grandement intérêt à maintenir un système commercial international qui soit sain, ouvert et sûr, que les négociations commerciales multilatérales sous l'égide du GATT sont essen-